

Relations Internationales

c/o La Plume Noire
8, rue Diderot 69001 Lyon

relationsinternationales@c-g-a.org

www.c-g-a.org



En Espagne comme ailleurs, le corps des femmes n'appartient qu'à elles-mêmes !

Vendredi 20 décembre 2013, le gouvernement réactionnaire espagnol dirigé par Rajoy, a adopté un projet de loi visant à supprimer purement et simplement le droit des femmes à décider librement d'interrompre leur grossesse. Désormais l'avortement sera un délit sauf en cas de viol (ayant fait l'objet d'une plainte) et de "danger physique ou psychique" pour la femme, danger qui devra être évalué par deux médecins différents et étrangers à l'établissement pratiquant l'avortement.

Cette décision marque un recul considérable pour le droit des femmes en Espagne. Elle marque une nouvelle étape de l'offensive patriarcale et réactionnaire dans un pays de l'Europe, qui s'attaque progressivement à l'ensemble des conquêtes des mouvements d'émancipation des opprimés, dont le mouvement féministe. Une offensive dans laquelle l'Etat s'appuie sur les institutions religieuses, qui jouent alors un rôle de catalyseur politique. L'Eglise catholique espagnole a ainsi joué un rôle de premier plan dans la campagne anti-avortement qui a abouti à la loi Rajoy. Les autres institutions religieuses ne sont pas en reste en Europe et dans le monde. L'idéologie religieuse soutient ainsi l'ordre patriarcal présenté comme une « volonté divine ». Qu'elle soit judaïque, bouddhiste, islamique ou chrétienne, il ne faut pas oublier que la religion considère le fœtus comme un être vivant et, si elle est très prégnante dans le pays, elle conduira l'Etat à interdire l'avortement ou à lui mettre des barrières quasi infranchissables. Les conséquences pour les femmes sont dramatiques dans les pays où la religion est très influente. Ainsi, par exemple : en Israël, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de danger pour la mère ou en cas de risque de déformation du fœtus et les démarches pour les femmes sont décourageantes ; au Sri Lanka, l'avortement est interdit ; en Afghanistan, l'IVG est interdite car considérée comme un crime contre l'humanité ; et maintenant, en Espagne, le droit des femmes à disposer de leur corps est totalement nié.

Qu'il y ait interdiction totale ou « seulement » entrave à l'IVG, ces lois sévères ont pour conséquence que les avortements sont souvent effectués de façon clandestine par des personnes non qualifiées et ces avortements artisanaux constituent l'un des plus grands risques de mortalité pour les femmes.

En Espagne, une telle décision vise à renforcer la domination masculine en réaffirmant le contrôle masculin sur la sexualité et le corps des femmes. En renforçant le pouvoir de contrôle médical, en supprimant la possibilité pour les mineures d'accéder à l'avortement, en limitant les possibilités de recours à l'avortement, la loi Rajoy remet en cause l'autonomie des femmes en matière de décision sur leur corps et leur sexualité.

De l'aveu même de ces promoteurs, cette attaque contre les droits des femmes s'inscrit dans une volonté d'offensive patriarcale généralisée en Europe, soutenue par l'ensemble des forces réactionnaires. C'est donc un enjeu fondamental pour l'ensemble des femmes en Europe, de mettre un coup d'arrêt à cette offensive.

Nous devons tout mettre en œuvre pour faire vivre la solidarité internationale contre cette offensive : la lutte des femmes et celle des féministes espagnols contre cette loi scélérate doivent être soutenues le plus activement et le plus largement possible partout en Europe et dans le monde.

La Coordination des Groupes Anarchistes affirme sa solidarité avec toutes celles et tous ceux qui protestent contre cette offensive réactionnaire et s'engage à participer à cette lutte dont l'enjeu est international en multipliant, à la mesure de ses moyens, les initiatives visant à renforcer le rapport de force contre la loi Rajoy et les projets de sa transcription en Europe.

Le 8 Janvier 2014

Relations Internationales de la Coordination des Groupes Anarchistes